

LES MOTS ET LES FAITS...

«*Nous sommes très nombreux à répudier les rêves électoralistes. Nous sommes une majorité puissante à croire que le syndicalisme a tout son avenir dans l'action directe et indépendante*». Si nous extrayions ces phrases de leur contexte, un article (1) de Pierre FELCE, secrétaire de la *Fédération F.O. des Transports*, et si nous les rapprochions d'une déclaration du dernier *Comité confédéral national* de *Force Ouvrière* disant qu'une des finalités de l'action de cette confédération est l'édification d'une société sans classe (2), nous pourrions nous retourner triomphalement vers ceux de nos camarades qui pensent qu'il n'y a plus rien à faire dans les centrales syndicales réformistes et leur demander: «*Qu'attendez-vous pour nous rejoindre?*». Mais ayons plutôt le triomphe modeste car ils nous rétorqueraient gentiment que seuls de foutus jobards prendraient ces belles paroles pour argent comptant. Ils auraient cent fois raison.

En effet FELCE écrit dans une autre partie de son article: «*Je ne suis ni gaulliste, ni anti-gaulliste. Je juge le gouvernement à ses actes et non à sa couleur (réelle ou supposée). C'est une attitude, soit dit en passant, qui m'a évité de me trouver tantôt à l'avant-garde de la vie réelle et tantôt à l'extrême rêve de la vie hypothétique*». Soit dit en passant, cette attitude lui a aussi évité de se trouver à l'avant-garde du syndicalisme.

De même on trouve dans la résolution du C.C.N.: «*Concernant les moyens, F.O. se montre prête à assumer sa présence dans les organismes qui contribuent à l'élaboration de la politique économique, en s'opposant toutefois à tout système tendant à offrir ou à octroyer au syndicalisme des prérogatives qui, en démocratie véritable, doivent être réservées au citoyen*». Soit dit en passant, c'est le même FELCE qui a présenté au C.C.N. la résolution votée par ce dernier.

Et c'est toujours le même FELCE qui écrit dans l'article déjà cité: «*Négociations collectives pour mettre au point les protections sociales (pour partager le gâteau, dit-on vulgairement), participation aux organismes qui élaborent les politiques à moyen terme et conjoncturelle (pour accroître le gâteau), grève dans le cas où la négociation et la participation auraient échouées, voilà, grosso modo, des lignes directrices qui ne sauraient convenir aux partisans du syndicalisme de gouvernement. Pour eux la conquête du pouvoir et sa détention par des amis tiennent lieu de tout. A croire que les expériences historiques répétées ne leur ont pas encore appris que le Pouvoir n'a pas d'amis. Sous quelque ciel et en quelque époque que ce soit*».

Et de conclure imperturbablement: «*Il n'y a pas mutation de F.O., mais clarification par élimination des incohérences et des tabous*». Mais la seule conclusion à laquelle peut nous conduire la lecture de ces lignes c'est qu'il faut être un âne bête pour ne pas se rendre compte des incohérences qu'elles contiennent, conséquences des tabous qu'on n'a pas osé éliminer.

Car, en fait, que nous propose-t-on? D'une part l'action directe, le refus des «*rêves électoralistes*» nous sommes prêts à applaudir et à passer à l'action. Mais d'autre part le refus de prendre des décisions en commun avec le gouvernement non pas parce que ce serait contraire aux intérêts des travailleurs, mais seulement parce que ce sont «*des prérogatives qui doivent être réservées au citoyen*». D'un côté on nous dit que ce n'est pas le vote qui est important, mais l'action directe; de l'autre qu'à partir d'une certaine limite ce n'est plus au syndiqué d'agir, mais au citoyen de voter. Comme dirait James Bond: y a des entourloupes dans l'azimut...

A moins... A moins qu'on nous réponde: cette démocratie véritable dont nous parlons, c'est la société sans classe, donc sans État, où il n'y a plus dichotomie entre le travailleur et le citoyen. Cela va-t-il sans

(1) Voir *Combat* du 23-12-66.

(2) Voir *La Bataille Sociale Informations* du 13-12-66.

dire? Cela irait pourtant tellement mieux en le disant clairement, explicitement. Et puis, il ne suffisait pas de le dire, il faudrait aussi essayez de le faire.

Cessons de rêver, voulez-vous. Rien, absolument rien, dans le comportement des diverses confédérations en général, et de F.O. en particulier, ne permet d'affirmer qu'elles luttent effectivement et efficacement pour l'abolition du salariat (3), pour l'avènement d'une société sans classe, donc sans État. Bien au contraire on ne trouve dans leur comportement que des signes d'intégration à la société d'exploitation, jusqu'à en devenir un rouage plus ou moins bien huilé, mais un rouage tout de même.

Il faudrait essayer d'en finir avec quelques illusions dont sont victimes certains anarcho-syndicalistes. On trouve actuellement, en France, dans les centrales syndicales réformistes deux courants principaux, assortis de nuances: d'une part ceux qui, qu'ils en aient conscience ou non, soutiennent la thèse marxiste de la construction d'une société sans classe passant par la prise du pouvoir politique; d'autre part les tenants du réformisme traditionnel auxquels se sont joints ceux qui, dans l'abstrait, sont partisans de la thèse marxiste, mais qui ont été traumatisés par l'aboutissement des diverses expériences révolutionnaires ou déçus par le comportement de la social-démocratie et qui ne savent plus où ils en sont.

Nous sommes convaincus que les premiers ont tort et proposent des moyens qui ne conduisent pas au but recherché. Nous commettrions cependant une grave erreur d'analyse en jouant les seconds contre les premiers. Car les seconds n'ont pas de but, quoi qu'ils en disent, et leur seule méthode consiste, comme le décrit si bien FELCE, «à juger le gouvernement à ses actes et non à sa couleur». Ils n'osent pas voir plus loin. Ils acceptent implicitement et explicitement la perpétuation de l'État, donc de l'exploitation; leur seule raison de vivre est d'essayer d'atténuer celle-ci. C'est la politique du cautère sur la jambe de bois. Certains même se rengorgent et jettent l'anathème au «*poujadisme de gauche*» parce qu'ils ont l'impression de comprendre l'économie et de pouvoir décider si les travailleurs doivent faire grève parce qu'on les exploite avec un taux d'expansion de 4,5% par an alors qu'on pourrait les exploiter avec un taux de 5,5%; ce qui serait tellement mieux, n'est-ce pas?

Les faits montrent que la compréhension de l'économie ne les pousse pas à combattre les structures actuelles de la société et à élaborer une politique permettant aux travailleurs de prendre en main et de gérer directement la production et la distribution. Ce qui leur manque c'est l'audace d'éliminer les incohérences et les tabous. A moins qu'ils en soient incapables.

Marc PRÉVÔTEL.

(3) Contre l'amendement Vallon (que nous combattons aussi, mais pour des raisons un peu plus sérieuses) la presse a prêté à André Bergeron cet argument massue: «*Ce que veut le salarié, c'est un salaire*». Y a-t-il eu démenti?